



Communiqué de presse

Le 22 novembre 2023

Inflation, hausse du coût de l'énergie et précarité énergétique : les habitants des zones rurales en première ligne

En France, la précarité énergétique concerne 5,6 millions de foyers¹ et les habitants des zones rurales y sont particulièrement confrontés. Face à ce constat et à l'occasion du Salon des Maires et des Collectivités Locales qui se tient à Paris du 21 au 23 novembre, **Hellio**, acteur de référence en France de la maîtrise de l'énergie, a mené une étude en partenariat avec l'Ifop, l'Association des Maires Ruraux de France (AMRF) et Bouge ton Coq, pour cerner et mesurer les attentes des Français et notamment des habitants des communes rurales, concernant les moyens à mettre en œuvre par les maires pour réduire la facture énergétique.

Bien que l'étude démontre une satisfaction des ruraux pour leurs édiles, quelles sont les craintes suscitées par la hausse du coût de l'énergie ? Présentation des principaux enseignements :

- 54% des ruraux ont déjà renoncé à chauffer leur logement par manque d'argent, contre une moyenne nationale de 42% ;
- 91% des ruraux sont également inquiets quant à l'évolution des prix de l'énergie (moyenne nationale 74%) ;
- 84% des ruraux sont favorables au retour du bouclier énergétique sur le gaz (76% pour l'ensemble des Français) ;
- 86% des habitants des communes rurales sont satisfaits de leur maire (71% pour l'ensemble des Français) ;
- 53% des habitants des communes rurales estiment que leur maire devrait agir en priorité pour la transition énergétique et la maîtrise de la consommation d'énergie ;
- 83% des ruraux estiment que les écoles doivent faire l'objet d'une rénovation prioritaire (85% pour l'ensemble des Français).



« La hausse des prix de l'énergie pèse considérablement dans le budget des Français, et notamment des ruraux. S'ils sont globalement satisfaits de leur maire, et il faut s'en réjouir, ils attendent des édiles qu'ils s'engagent pleinement dans la transition énergétique. Cela passe par des actions concrètes, comme la rénovation des bâtiments publics et en particulier des écoles. La rénovation du bâti scolaire représente un enjeu majeur pour nos communes, et est considéré prioritaire par 80% des français ! Elle est également une réponse forte aux objectifs de décarbonation que souhaite atteindre la France dans les dix prochaines années. C'est dans ce cadre que Hellio met à disposition toute son ingénierie technique et financière pour accompagner au mieux les collectivités », déclare Pierre Maillard, Président du groupe Hellio.

¹ Selon l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE)

Un contexte économique contraignant à l'approche de l'hiver, notamment dans les territoires



74 %
pour l'ensemble
des Français



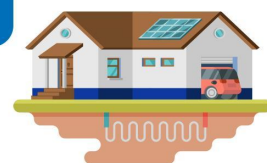
L'arrivée de l'hiver et notamment la flambée des prix de l'électricité inquiètent les Français et plus particulièrement les habitants des territoires ruraux.

Si le bouclier tarifaire de l'électricité est encore maintenu, le bouclier tarifaire du gaz, quant à lui, a été levé en juillet dernier. 91% des ruraux expriment clairement leur inquiétude quant à l'évolution des prix de l'énergie (contre 74% pour l'ensemble des Français).

En effet, en milieu rural, l'usage du fioul pour le chauffage, associé à des logements moins isolés, plus grands, et donc plus énergivores, ou encore l'utilisation plus régulière de la voiture, sont des facteurs pouvant engendrer des situations de précarité énergétique. D'ailleurs, 54% des habitants des territoires ruraux ont déjà renoncé à chauffer leur logement par souci budgétaire, contre une moyenne nationale de 42%.

54 % des ruraux ont déjà renoncé à chauffer leur logement

42 % pour l'ensemble des Français



Pour enrayer ce phénomène, les Français espèrent pouvoir bénéficier d'un soutien financier de la part de l'État ou des collectivités. Si 86% des habitants des communes rurales sont satisfaits de leur maire (c'est le cas pour 71% de la population française), 55% des ruraux demeurent tout de même mécontents des aides de leurs collectivités face à la hausse des coûts de l'énergie.

84 % des ruraux sont favorables au retour du bouclier énergétique sur le gaz



76 % pour l'ensemble des Français

En ce sens, 84% des ruraux sont favorables au retour du bouclier énergétique sur le gaz. C'est également le cas pour 76% de la population française.

Transition énergétique : en milieu rural, une prise de conscience face aux défis à mener

Le poids des dépenses en énergie étant particulièrement important en milieu rural, les habitants et les communes sont conscients des efforts à déployer pour réduire la consommation énergétique. Au cours des trois dernières années, 86% des personnes habitant dans les territoires ruraux ont réduit la température de leur logement (contre 76% pour la moyenne nationale). 42% des Français vivant en zone rurale ont également procédé à des travaux de rénovation énergétique (contre 35% pour la moyenne nationale).

42 % des ruraux ont réalisé des travaux de rénovation énergétique

35 % pour l'ensemble des Français





53 % des ruraux ont des attentes en matière de **transition et de maîtrise de la consommation d'énergie**

43 % pour les communes de + de 100 000 habitants

Les Français n'en attendent pas moins de leur maire. En effet, 53% des habitants des communes rurales estiment que leur maire devrait agir en priorité pour la transition énergétique et la maîtrise de la consommation d'énergie. Si l'attente est moins forte dans les villes de plus de 100 000 habitants, c'est tout même le cas pour 43% des Français y résidant.

La rénovation énergétique des écoles et des bâtiments publics, une priorité dans les zones rurales :

En France, le secteur du bâtiment est responsable de 18% des émissions de gaz à effet de serre. La rénovation énergétique du bâti existant représente donc un levier majeur de décarbonation. L'objectif étant de réduire de 40% la consommation énergétique des bâtiments d'ici à 2030, selon le Décret Tertiaire.

La rénovation énergétique des bâtiments publics est d'ailleurs l'une des mesures particulièrement attendues par les Français. C'est le cas de 80% des habitants des zones rurales et de 82% de l'ensemble de la population française.

92% des habitants des territoires ruraux (88% pour l'ensemble des Français) souhaiteraient également que les communes puissent mettre en place l'éclairage public avec des ampoules basse consommation.

La pose de panneaux solaires est aussi attendue par 85% des Français des communes rurales (84% pour l'ensemble des Français).

Le bâti scolaire, la priorité :



83 %
des ruraux jugent la rénovation énergétique des écoles prioritaire

85 %
pour l'ensemble des Français

Parmi les bâtiments publics devant faire l'objet d'une rénovation prioritaire, l'école arrive en première position au regard des sondés. C'est le cas pour 83% des habitants des communes rurales (85% pour l'ensemble des Français).

Suivent la rénovation énergétique des salles des fêtes (pour 45% des Français des territoires ruraux contre 34% de la moyenne nationale), des locaux municipaux (45% pour les résidents des

communes rurales, tout comme la moyenne nationale), et des gymnases (44% des Français vivant en zone rurale et 55% pour la moyenne nationale). La rénovation des piscines municipales fait également partie des priorités. C'est le cas pour 43% des Français vivant en milieu rural et 56% pour la population française dans son ensemble.

Annoncé par le Gouvernement en septembre dernier, le plan de rénovation des écoles doit accélérer la rénovation des bâtiments scolaires dans tout l'Hexagone. L'objectif étant d'avoir rénové 40 000 écoles en 2034.

Pour aider les collectivités territoriales à renforcer leur performance environnementale, le Gouvernement s'appuie sur le fonds d'accélération de la transition écologique des territoires, le « Fonds vert », doté de 2 milliards d'euros. 500 millions d'euros devraient être entièrement dédiés à la rénovation des écoles.

Dès 2024, les travaux visant à améliorer le confort d'été dans les établissements scolaires seront d'ailleurs éligibles au Fonds vert. Fin 2024, 2000 écoles devraient avoir été rénovées dans tout l'Hexagone.



« Hellio apporte son expertise au service des collectivités territoriales pour relever le défi de la transition énergétique. Notre rôle est de proposer des solutions concrètes adaptées à chaque commune, dans l'objectif de les aider à réduire leur consommation énergétique, tout en renforçant le dynamisme économique des territoires », analyse Augustin Bouet, directeur du bureau d'études de Hellio, Akéa Énergies.

Methodologie : L'enquête a été menée par l'Ifop auprès d'un échantillon de :

- 1 005 personnes, représentatif de la population vivant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus.
- 1 000 personnes, représentatif de la population rurale vivant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région, par catégorie d'agglomération / taille de commune.

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 24 au 30 octobre 2023.

Chiffres clés Hellio

- 2000 communes et collectivités partenaires
- 1200 bâtiments scolaires rénovés depuis 2017
- Plus de 200 chantiers sur des établissements scolaires en cours

A propos de Hellio

Depuis plus de 15 ans, Hellio est un acteur majeur de l'efficacité énergétique. Pionnier du marché des économies d'énergie en France, le groupe et son bureau d'études intégré permettent à tous les consommateurs de réduire et maîtriser leur consommation d'énergie : particuliers, entreprises, collectivités locales, industriels, agriculteurs... Avec son réseau de partenaires et d'artisans RGE, Hellio simplifie les démarches et apporte des solutions sur-mesure pour tous les types de bâtiments et équipements. Hellio est l'interlocuteur de confiance de l'ensemble des publics avec lesquels il collabore et apporte des solutions concrètes dans la maîtrise de leur consommation d'énergie.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.hellio.com

A propos de AMRF

L'AMRF est constituée d'un fort réseau d'associations départementales, aujourd'hui au nombre de 81.

Ces associations départementales, en totale autonomie, représentent les maires ruraux auprès des interlocuteurs publics du département, des services déconcentrés (Préfecture, Conseil Général, Inspection d'Académie, Gendarmerie, etc.) et des opérateurs de services.

Formant un réseau de proximité efficace, elles sont une force d'information et de mobilisation très réactive.

A propos de Bouge ton Coq

Bouge ton Coq souhaite restaurer les services du quotidien dans les villages, car c'est là que le Futur s'écrit !

L'association conçoit des solutions innovantes et orchestre leur passage à l'échelle dans les territoires, en s'appuyant sur toutes les parties prenantes de la société : entreprises, citoyens, associations, élus et institutions.

Deux programmes sont en cours de déploiement :

L'opération Épiceries, qui consiste à essaimer des épiceries participatives des milliers de villages sans commerce pour y restaurer l'accès à une alimentation de proximité et, surtout, pour y renforcer le lien social. En deux ans, 220 épiceries fonctionnent déjà ! L'opération Médecins solidaires, qui vise à restaurer une permanence de soins dans les déserts médicaux ruraux grâce à un réseau de médecins généralistes venus de toute la France. Les médecins se relaient semaine après semaine, toute l'année, de sorte qu'il y a toujours un médecin sur place. Les deux premiers centres ont ouvert en Creuse et cinq autres ouvriront en 2024 !

D'autres programmes verront le jour pour apporter d'autres services en ruralité : l'accès à la mobilité, l'éducation, la culture...